

2020-470768 JURISTE ASSISTANT AUPRES DU PROCUREUR GENERAL d'ANGERS H/F

Informations générales

Description de l'entité	Ministère de la justice - Direction des services judiciaires - CA ANGERS
Intitulé long de l'offre	JURISTE ASSISTANT PLACE AUPRES DU PROCUREUR GENERAL PRES LA COUR D'APPEL D'ANGERS
Date de fin de publication	29/10/2020
Employeur	COUR D'APPEL D'ANGERS

Description du poste

Zones géographiques	Europe
Pays	France
Régions	Pays de La Loire
Départements	Maine et Loire (49)
Lieu d'affectation	ANGERS rue waldeck rousseau
Lieu d'affectation (sans géolocalisation)	COUR D'APPEL D'ANGERS
Versant	Fonction publique d'Etat
Catégorie	A
Nature de l'emploi	Emploi ouvert aux contractuels
Domaine fonctionnel	Affaires juridiques - CHARGÉE/CHARGE DE REDACTION JURIDIQUE (FPE - FP2JUR03)
Intitulé du poste	JURISTE ASSISTANT AUPRES DU PROCUREUR GENERAL d'ANGERS H/F
Descriptif de l'employeur	<p>Le ressort de la cour d'appel d'Angers couvre trois départements (Maine et Loire, Mayenne et Sarthe) appartenant à la région Pays de Loire.</p> <p>La population du ressort est de 1 670 392 personnes avec une prévision de croissance de 2,6 % d'ici 2020. Les villes d'Angers et du Mans figurent parmi les 22 premières villes françaises. Le taux de chômage est compris entre 6,9 % et 10,1 % selon les départements (France : 10,3 %).</p> <p>Outre la cour d'appel, juridiction de second degré, le ressort est composé de 4 tribunaux de grande instance établis à Angers, Saumur, Laval et Le Mans, de 6 tribunaux d'instance établis à Angers, Cholet, Saumur, Laval, Le Mans et La Flèche, de 4 conseils de prud'hommes (à Angers, Saumur, Laval, le Mans) et de 3 tribunaux de commerce (à Angers, Laval et Le Mans).</p> <p>Sont localisés dans le ressort 139 emplois de magistrats professionnels et 374 emplois de fonctionnaires.</p>
Description du poste	<p>Le juriste assistant apporte son concours aux magistrats auprès desquels il est affecté. Il se voit confier des fonctions d'analyse de fond et d'étude des problèmes juridiques qui exigent actuellement des magistrats qu'ils y consacrent un temps de travail important. Il dispose d'un statut de contractuel de l'État défini par les articles L 123-4 et R 123-30 et suivants du code de l'organisation judiciaire. Il est nommé pour une durée maximale de trois années, renouvelable une fois.</p> <p>Le juriste assistant aura un triple rôle : permettre l'évaluation des situations liées aux incivilités et à la délinquance du quotidien, procéder à une harmonisation des pratiques de la justice de proximité au sein des ressorts des tribunaux d'Angers, Saumur, Le Mans et Laval, enfin appuyer et alléger la tâche des procureurs dans ce domaine.</p> <p>L'ensemble des attributions définies ci-après s'exercent sous l'autorité du procureur général et en lien étroit avec les procureurs de la République concernés.</p> <p>1/ Il procédera, dès son entrée en fonctions, à une évaluation de la réalité des incivilités selon les quartiers ou les cantons concernés.</p> <p>Cette démarche visera à susciter les observations des maires, des forces de sécurité intérieure (y compris la police municipale), ou des bailleurs sociaux afin de permettre</p>

l'établissement et l'actualisation d'une cartographie et d'une typologie des incivilités et troubles à la tranquillité publique.

Il procèdera en outre à une évaluation, en lien avec les autorités administratives et sanitaires, de la situation de personnes atteintes de troubles de la personnalité dont les actes, source de trouble à l'ordre public, auraient été signalés à l'autorité judiciaire.

2/ Il veillera à recueillir, par un dialogue constant avec les maires concernés (y compris dans les communes ne bénéficiant pas de GLTD ou CLSPD), les observations de nos concitoyens sur les marges de progression en matière de traitement d'incivilités.

Dans ce même esprit, il devra assurer un suivi quantitatif des « rappels à l'ordre » réalisés par les Maires ainsi que des plaintes déposées par les communes et des courriers signalant des troubles affectant la tranquillité publique.

3/ Il lui appartiendra également de superviser l'action des délégués du procureur sur l'ensemble du ressort en harmonisant le cas échéant les pratiques et d'assurer un suivi qualitatif des différentes mesures, permettant de mieux éclairer les parquets sur la pertinence de celles-ci, et par là même, de mieux orienter leur action. A cet effet, il se formera utilement à l'utilisation du logiciel dédié e-map.

4/ En accord et en lien avec les différents parquets du ressort de la cour d'appel d'Angers, le juriste assistant devra effectuer, toutes démarches utiles pour augmenter le panel des mesures pouvant être mises en œuvre au titre des alternatives, en contactant les organismes locaux concernés.

5/ Il assurera la préparation des réunions de sécurisation des quartiers et celles des GLTD.

Conditions particulières
d'exercice

Travail à temps complet.

Rémunération annuelle brute : entre 25 000 et 30 000 €

Descriptif du profil recherché

Le juriste assistant devra disposer au moment de son recrutement :

- soit d'un doctorat en droit
- soit d'un diplôme sanctionnant une formation juridique au moins égale à cinq années d'études supérieures après le baccalauréat avec deux années d'expérience professionnelle dans le domaine juridique (travail en cabinet d'avocat, chargé TD à l'université, juriste d'entreprise, etc.)

Le juriste assistant devra avoir une parfaite maîtrise de la matière pénale. Toutefois, compte tenu de la variété des missions du parquet général, une compétence en matière civile et commerciale est également nécessaire, et à tout le moins une capacité à rechercher et analyser des questions juridiques dans les différentes branches du droit.

Ses fonctions le conduiront en outre à se déplacer dans l'ensemble du ressort de la cour d'appel d'Angers.

Il devra, en outre:

- maîtriser l'organisation judiciaire,
- maîtriser l'outil informatique, internet et intranet, suite bureautique
- manifester de réelles qualités d'analyse, de rédaction et de synthèse,
- savoir gérer les délais, les priorités et les contraintes,
- manifester une capacité certaine à travailler en équipe,
- manifester un vrai sens de l'organisation,
- manifester des qualités de disponibilité notamment géographique, d'adaptation et de réactivité,
- savoir rendre-compte,
- manifester un sens de l'organisation,
- faire preuve d'une discrétion absolue quant aux informations recueillies dans le cadre des tâches lui étant dévolues.

Emploi ouvert aux militaires Non

Critères candidat

Niveau d'études Niveau I : Bac + 8 Doctorat ou diplôme équivalent

Informations complémentaires

Informations complémentaires

Les dossiers de candidature seront envoyés par mail et comprendront une lettre de motivation manuscrite, un curriculum vitae détaillé, une copie du diplôme requis, ainsi que, à défaut de doctorat en droit, tout document permettant d'attester de l'expérience professionnelle attendue.

Ces dossiers seront envoyés aux adresses suivantes :

- sg.pg.ca-angers@justice.fr
- ddarj.sar.ca-angers@justice.fr
- rgrh.sar.ca-angers@justice.fr

avant le 15 octobre 2020, délai de rigueur.

La prise de fonctions interviendra le 1er décembre 2020.

LA CANDIDATURE DIRECTEMENT EN LIGNE SUR LE SITE DE LA PLACE DE L'EMPLOI PUBLIC N'EST PAS AUTORISEE.

Quotité de temps de travail Temps complet

Demandeur

Date de vacance de l'emploi 01/12/2020

Personne à qui adresser les candidatures (mail) ddarj.sar.ca-angers@justice.fr ; rgrh.sar.ca-angers@justice.fr

Personne à contacter (mail) christophe.valissant@justice.fr (pour les questions relatives aux missions)